

LA GOUVERNANCE INCLUSIVE



Les valeurs et institutions démocratiques, le respect et la promotion de la diversité, de l'inclusion, des droits de la personne et de l'état de droit

constituent les traits distinctifs de la vie au Canada – tout comme la gouvernance inclusive et responsable, ainsi qu'une société civile dynamique et engagée.

Dans son aide internationale, le Canada représente ces mêmes valeurs et ces normes élevées. Il vise à encourager les valeurs démocratiques et à favoriser la gouvernance inclusive et responsable dans les pays partenaires. Ce sont des principes fondamentaux permettant de ne laisser personne pour compte dans la poursuite des ODD.

La protection et la promotion des droits de la personne font partie de la gouvernance inclusive et responsable. Elles permettent aux gens de vivre sans crainte, d'exprimer leur opinion et d'avoir accès à des emplois et à des services alimentaires, éducatifs et de santé. Elles permettent aux femmes, aux plus démunis et aux plus marginalisés de progresser sur le plan politique, social et économique, et réduisent ainsi la pauvreté et les inégalités.

La possibilité pour chacun d'avoir accès à la vie démocratique de sa société et d'y participer est un facteur d'unité sociale et d'engagement constructif. Elle donne aussi la parole aux personnes marginalisées, aidant à prévenir les conflits, le sectarisme et l'extrémisme violent.

DROITS DE LA PERSONNE

Chacun doit pouvoir jouir des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Et ce, peu importe son sexe, sa race, ses origines ethniques, sa couleur, sa religion, sa langue, son orientation sexuelle, son identité de genre, son âge, ses habiletés, ou tout autre aspect de son identité. L'exercice des droits de la personne est la pierre angulaire d'une société libre et équitable. Le Canada fait une promotion active des droits de la personne en tant qu'objectif clé de son aide internationale.

Avec l'aide du Canada, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes (ONU Femmes) se consacre à renforcer les droits des femmes en Asie du Sud-Est. ONU Femmes a également amélioré l'imputabilité et la surveillance des droits des femmes au moyen du processus de production de rapports pour la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.



Région : Amérique du Sud © ONU Femmes / Daniel Hogson

Depuis 2011, environ 1 140 promoteurs de l'égalité des genres dans huit pays de l'ANASE ont amélioré leurs connaissances et compétences liées à la Convention. Dans le même ordre d'idées, 25 lois ou stratégies ont été adoptées pour renforcer l'égalité hommes-femmes dans neuf pays de l'Asie du Sud-Est.

Le Canada offre aussi un appui institutionnel à la Commission indépendante des droits de la personne de l'Afghanistan. Cet appui aide la Commission à s'acquitter de son mandat d'enquête sur les violations alléguées des droits de la personne et de promotion des droits protégeant les groupes vulnérables, surtout les femmes et les enfants. En 2016, la Commission a reçu 7 865 plaintes d'actes violents, notamment des violences contre les femmes (5 575 cas, en hausse de 8 % par rapport à l'année précédente). Parmi ces plaintes, 2 800 ont été désignées comme violations des droits de la personne. Au cours de l'année, environ 840 cas ont été réglés (une hausse de 24 % par rapport à l'année précédente).

DÉVELOPPEMENT DU DROIT ET ACCÈS À LA JUSTICE

Un système juridique efficace est essentiel pour garantir les droits de la personne, régler pacifiquement les litiges et favoriser la croissance économique. Le droit constitue le cadre d'une société pluraliste, définit la structure du gouvernement et fournit les outils nécessaires pour promouvoir la responsabilisation. Pour obtenir justice et un redressement approprié, les citoyens doivent aussi avoir accès aux institutions juridiques.

En 2016-2017, Affaires mondiales Canada a fourni à Transparency International, et à ses sections partenaires locales dans 12 pays, une aide pour le fonctionnement de centres d'appui et d'assistance juridique. Transparency International est une organisation mondiale de la société civile qui lutte contre la corruption. Il a été donné suite à 473 plaintes de